



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA

Mercredi, 26 avril 2023

SOMMAIRE

- Emmanuel TAKOLO, chargé d'information publique de la MINUSCA
- Lt-Colonel Abdoul Aziz OUÉDRAOGO, porte-parole de la Force
- Casimir W. NAGALO, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine (RCA) et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, procède ce mercredi à la remise d'un important lot d'équipements et matériels à la mairie de Bangui, dans le cadre de la réhabilitation de la décharge municipale de Kolongo, lancée il y a deux ans.

Le don sera réceptionné par le président de la délégation spéciale de la ville de Bangui, Emile Gros Nakombo. Il est notamment constitué d'un tracteur agricole, d'une tractopelle, d'une remorque, d'une station météo, d'un pont bascule de cent tonnes ainsi que des équipements de protection de leurs utilisateurs, qui avaient été acquis en prévision de la réhabilitation de la décharge de Kolongo.

Lors du lancement du projet de réhabilitation le 22 avril 2021, la MINUSCA s'était engagée à transférer les équipements à la mairie dès la fin des travaux dans la seule décharge à ordures de la capitale centrafricaine. L'objectif du projet était d'améliorer la gestion des déchets solides de la ville et de réduire les risques connexes pour les habitants du quartier de Kolongo, dans le 6^e arrondissement de Bangui.

Le projet a été financé par la MINUSCA à hauteur de 2.839.481 dollars américains (1.692.330.676 francs CFA), conformément à la politique environnementale de la Mission destinée à réduire son empreinte environnementale globale en RCA, notamment en mettant en œuvre une gestion des déchets respectueuse de l'environnement.

ELECTIONS LOCALES

● La MINUSCA poursuit son appui aux institutions nationales en vue des prochaines élections locales en RCA. A cet effet, deux ateliers de renforcement de capacités des juges constitutionnels et autres acteurs impliqués dans les élections municipales et régionales, organisés par le Cour constitutionnelle avec le soutien de la Mission, ont débuté cette semaine.

Un atelier de renforcement des capacités au profit des autorités judiciaires, gouvernement, institutions nationales et société civile, se déroule du 24 au 27 avril, et sera suivi d'une retraite de la cour pour renforcer ses capacités en vue des élections locales, du 28 avril au 1^{er} mai. Le président de la Cour constitutionnelle, le ministre de l'Administration du territoire, le président de l'Autorité

national des élections (ANE) ainsi que les représentants de la MINUSCA et de la délégation de l'Union européenne ont pris part à l'ouverture de ces activités, le 24 avril.

Le soutien de la MINUSCA aux élections de 2023 fait partie des tâches inscrites dans son mandat. La résolution 2659 du Conseil de sécurité des Nations Unies demande à la Mission d'aider les autorités centrafricaines à préparer et organiser des élections locales pacifiques en 2023, « en leur offrant ses bons offices, y compris en favorisant le dialogue entre tous les acteurs politiques, de façon inclusive, afin d'apaiser les tensions durant la période électorale, ainsi qu'en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale avec le Programme des Nations Unies pour le développement ».

JUSTICE ET AFFAIRES PENITENTIAIRES

- La Cour d'appel de Bangui a procédé, les 24 et 25 avril, à l'évaluation de la première session criminelle de l'année 2023, au cours d'un atelier organisé avec l'appui de la MINUSCA. Un total de 31 participants dont six femmes y ont pris part notamment des magistrats et greffiers de la cour, des avocats et des représentants des partenaires techniques et financiers. L'insuffisance du budget et le retard excessif dans sa mise à disposition pour l'organisation des sessions et le déroulement des procès ainsi que des faiblesses dans les enquêtes judiciaires et les instructions préparatoires font partie des défis relevés.

Plusieurs recommandations, dont la MINUSCA assurera le suivi, ont été faites par les participants comme le besoin de renforcer les capacités des officiers de police judiciaire en matière d'enquête judiciaire et des magistrats sur les techniques et la pratique de l'instruction préparatoire, entre autres. Lors de l'atelier, le représentant de la MINUSCA a réaffirmé le soutien de la Mission, conformément à son mandat et des moyens disponibles, pour appuyer le renforcement des institutions judiciaires dans la lutte contre l'impunité et la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire centrafricain.

En appuyant la tenue de cet atelier, la Mission entend faciliter un dialogue participatif et constructif entre les acteurs impliqués dans le fonctionnement de la justice pénale, afin d'en tirer des recommandations susceptibles de concourir à l'amélioration des prochaines sessions criminelles de la Cour d'appel de Bangui et de leurs résultats.

RECONCILIATION

- La MINUSCA a appuyé l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités des membres du comité de suivi du pacte de non-agression entre la population de la localité de Lambis, région de Boali, et les éleveurs peuls, avec la participation de 18 personnes dont trois femmes. Les discussions ont porté sur les rôles et responsabilités des membres du comité, la cohésion sociale et les mécanismes de gestion des conflits ainsi que le mandat de la MINUSCA. Aucun incident n'a été signalé dernièrement et la liberté de mouvement est respectée dans cette localité.

- Le vivre ensemble entre les communautés se renforce dans le 5ème arrondissement de Bangui, avec la réouverture de la mosquée Banda-Gbi. L'imam a appelé la communauté à renforcer la

cohésion sociale et la réconciliation tandis que le leader des jeunes du district de Banda-Gbi a sollicité le lancement de projets générateurs de revenus et l'expansion du projet de réduction de la violence communautaire pour réduire le banditisme. La réouverture de ce lieu de culte a été facilitée par une ONG locale et la MINUSCA.

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES & EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS

- La MINUSCA poursuit ses actions de prévention et réponse aux actes d'exploitation et d'abus sexuels. La semaine dernière a eu lieu à Bouar un atelier regroupant une cinquantaine de leaders communautaires, destiné à renforcer leurs compétences sur les mécanismes mis en place par la Mission pour lutter contre ces actes reprehensibles.

Par ailleurs, la Mission a poursuivi sa campagne nationale de mobilisation sociale sur les violences sexuelles et basées sur le genre dans la sous-préfecture de Bossemptélé en organisant, les 18 et 19 avril, un atelier d'information qui a réuni 30 leaders communautaires dont six femmes, et une session de sensibilisation publique pour 407 élèves dont 100 filles, du collège de la localité.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

Cette semaine, la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) est restée un peu tendue à l'est. Les activités des groupes armés ont relativement diminué comparativement à la semaine écoulée, en raison des mesures mise en œuvre par la Force de la MINUSCA, notamment de déploiement de patrouilles robustes et les survols de surveillance dans les zones où opèrent les éléments armés.

La protection des civils reste la priorité des actions opérationnelles sur toute l'étendue du territoire tout comme la sécurité des acteurs humanitaires ainsi que celle de leurs opérations, conformément au mandat de la Force.

L'actualité a été marquée par la cérémonie de cession, par la Force, du camp de l'aéroport de Mpoko aux FACA, Présidée par le Général de division Pedro Miguel Goncalves Soares, commandant par intérim de la Force de la MINUSCA, et le Général de corps d'armée Zéphirin Mamadou, Chef d'État-Major des FACA, le mercredi 19 avril. La remise officielle des clefs des locaux est intervenue après la descente du drapeau des Nations Unies par les casques bleus rwandais, et montée des couleurs centrafricaines suivi de l'hymne national de la RCA, signifiant que désormais le site est sous le contrôle et la responsabilité des Forces armées centrafricaines. Les unités de la MINUSCA qui assuraient la sécurité du camp jusqu'alors l'ont définitivement quitté le 10 avril pour s'installer dans leur nouvelle base.

À Bangui, les unités de la Force conjointe continuent d'assurer avec détermination et entrain, la protection des institutions de la République, la sécurisation de la capitale et des citoyens, en coordination avec les Forces de Sécurité Intérieure.

Dans le secteur ouest, les casques bleus du contingent tunisien continuent de dominer l'axe stratégique Mbaiki-Bossembélé, afin d'assurer la liberté de mouvement des populations civiles et la poursuite des activités socio-économiques. Les casques bleus tanzaniens ont escorté une mission de l'UNICEF de Berberati à Gamboula. Les soldats de la paix camerounais pour leur part ont patrouillé de Paoua à Poumgaro.

Dans la région Centre, les casques bleus pakistanais ont fourni une escorte sécuritaire aux sections droits de l'homme et DDR de la MINUSCA de Bamingui à Kotissako, et à UNOPS de Mbres à Bamingui. A Boyo et Kouango, les soldats de la paix népalais ont effectué une patrouille pédestre conjointe avec les forces de sécurité intérieure centrafricaines. Les casques mauritaniens, sécurisant l'axe Bambari-Gossa-Kouango, ont interagit avec les populations des différentes localités qu'ils ont sillonné.

Dans la partie Est, la situation sécuritaire dans la Vakaga reste tendue, le 19 avril 2023, la Force a mené une patrouille d'Obo vers Bambouti. Les casques bleus zambiens assuré la protection d'une mission humanitaire de six jours de Bria à Yalinga.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le 25/04, le chef d'état-major par intérim de la composante Police a reçu à Bangui vingt Officiers de police individuels, nouvellement déployés en République centrafricaine (RCA). Il a rappelé les principes et valeurs des Nations Unies et le respect de la population hôte dont ils sont chargés d'assurer la protection conformément à la résolution 2659.

Le 19 avril, une équipe d'UNPOL a effectué une visite à l'Ecole de Police, la Section de recherches et d'investigation (SRI) et la brigade économique pour la certification des équipements des projets de réhabilitation, afin de s'assurer de la conformité des équipements au cahier de charge.

Le 19 avril, la cellule recrutement UNPOL a participé à la 12e réunion du comité technique d'intégration, de l'Unité d'exécution du programme national du Désarmement, Réintégration et Rapatriement (UEPNDDRR) sous la présidence du Ministre conseiller, le Général de Brigade BRUNO OUAYOLO.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le 24 avril, UNPOL a lancé une session de formation sur les gestes et techniques professionnels en intervention au profit de 23 éléments des forces de défense et de sécurité (FSI) dont quatre femmes à l'Ecole Nationale de Police. La formation se déroulera jusqu'au 28 avril.

Les 22 et 24 avril, les équipes d'UNPOL et de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) ont effectué une sensibilisation de masse sur les violences basées sur le genre (VBG) au profit de 800 élèves de l'établissement Emile Ndjapou et du Lycée scientifique de AMA, à Bangui. Les élèves ont été sensibilisés sur les missions de l'UMIRR, les types de violences basées sur le genre, ceux en milieu scolaire, la protection de l'enfant et le cadre légal de répression des VBG. Les deux institutions ont également

sensibilisé les membres du personnel de soutien et de parents d'élèves desdits établissements sur les VSBG ainsi que sur l'usage et la consommation des stupéfiants.

Le 22/04, UNPOL a animé à l'ENAM un atelier de sensibilisation contre l'usage des stupéfiants et la prévention des principales violences y afférentes en milieu scolaire et communautaires. Ledit atelier a regroupé 25 professionnels de la communication.

Le 19 avril, UNPOL a procédé à la sensibilisation des populations aussi bien à Bangui qu'en régions sur plusieurs thématiques, notamment sa mission, la protection de l'enfant, la vindicte populaire liée aux accusations de pratiques de charlatanisme et de sorcellerie, la cohésion sociale, la délinquance juvénile, la culture de la paix etc.

EN APPUI OPERATIONNEL

Les Forces de Sécurité Intérieures (FSI) de la ville de Birao sont en formation cette semaine sur les thématiques liées à la mission du poste de police et l'accueil du public dans les unités de sécurité publique. L'activité réunit 24 participants dont une femme et doit permettre de renforcer la confiance entre les FSI et la population de Birao. Elle est organisée par UNPOL.

Le 23 avril, les UNPOL en colocation à Bangui et en régions ont procédé, en compagnie des FSI, à la sécurisation des lieux de culte dans leurs zones de compétence. Les UNPOL se sont entretenus avec les fidèles sur la tolérance et le pardon, et ont été invités à plus de collaboration avec les forces de l'ordre pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations sécuritaires. De même, le 21 avril, les UNPOL ont appuyé les partenaires FSI dans la sécurisation des lieux de culte musulman dans la capitale et en province, à l'occasion de la fin du Ramadan.

Le 19 avril, UNPOL a apporté un appui logistique et technique aux FSI pour le transfèrement de deux gardés-à-vue de la Brigade de Gendarmerie de Dékoa vers celle de Sibut dans la préfecture de Kémo.

© MINUSCA SCPI 2023